

COMITE DEPARTEMENTAL OLYMPIQUE ET SPORTIF
DE L' AISNE

Siège social: 3 Rue William Henry Waddington
BP 44
02003 LAON CEDEX

RAPPORTS
DU
COMMISSAIRE AUX COMPTES

COMPTES ANNUELS
EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2023



Bat A4 Allée Santos Dumont
51100 Reims



1 Bd, Charles Ballet
10000 Troyes



Reims +33 (0)3 26 47 44 55
Troyes +33 (0)3 25 81 42 72



e.moreau@cabinet-egela.fr
pjo.egela@cabinet-egela.fr

**COMITE DEPARTEMENTAL OLYMPIQUE ET SPORTIF
DE L' AISNE**

**Siège social: 3 Rue William Henry Waddington
BP 44
02003 LAON CEDEX**

**RAPPORT
DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

**COMPTES ANNUELS
EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2023**


Bat A4 Allée Santos Dumont
51100 Reims


1 Bd. Charles Baltet
10000 Troyes


Reims +33 (0)3 26 47 44 55
Troyes +33 (0)3 25 81 42 72


e.moreau@cabinet-egele.fr
pjo.egele@cabinet-egele.fr

Monsieur le Président,

Mesdames, Messieurs,

A l'assemblée générale de l'association COMITE DEPARTEMENT OLYMPIQUE ET SPORTIF DE L' AISNE,

1) Opinion :

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

2) Fondement de l'opinion :

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

3) Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L.823-9 et R. 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Nous nous sommes particulièrement attachés à vérifier :

- La concordance des subventions enregistrées en comptabilité avec les éléments probants correspondants, mais également à nous assurer du correct rattachement desdites subventions au bon exercice ;
- En lien avec le point précédent, le calcul et la cohérence des fonds dédiés comptabilisés en fin d'exercice ;
- La cohérence des recettes de l'association liées à des prestations facturables et à tester par sondages les factures qui correspondent ;
- Les variations dans les frais généraux de l'association d'une année à l'autre ;
- La variation des frais de personnel et à effectuer des tests par sondage sur les fiches de paie.

4) Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous avons constaté que les comptes annuels ainsi que le rapport du commissaire aux comptes n'ont pas été publiés sur le site de la Direction de l'information légale et administration (DILA) comme le prévoit le décret 2009-540 du 14 mai 2009.

5) Responsabilités de la direction et des personnes constituant le groupement d'association relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

6) Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit

face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne,

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne,
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels,
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier,
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Reims, le 13 mai 2024

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'E. Moreau', with a horizontal line underneath.

E. MOREAU

Bilan Actif

Etat exprimé en euros		31/12/2023			31/12/2022
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Concessions brevets droits similaires				
	Fonds commercial (1)				
	Autres immobilisations incorporelles				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
	Constructions				
ACTIF CIRCULANT	Installations techniques, mat. et outillage indus.				
	Autres immobilisations corporelles	20 129	17 231	2 897	5 473
	Immobilisations grevées de droits				
	Immobilisations en cours				
	Avances et acomptes	2 629		2 629	
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations				
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés				
COMPTES DE REGULARISATION	Prêts				
	Autres immobilisations financières				
	TOTAL (I)	22 757	17 231	5 526	5 473
	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
	Avances et Acomptes versés sur commandes				
COMPTES DE REGULARISATION	CREANCES (3)				
	Créances usagers et comptes rattachés	22 594		22 594	21 453
	Autres créances	43 574		43 574	25 015
	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT				
	DISPONIBILITES	257 451		257 451	267 274
	Charges constatées d'avance	9 675		9 675	4 944
	TOTAL (II)	333 293		333 293	318 686
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (III)				
	Primes de remboursement des obligations (IV)				
	Ecart de conversion actif (V)				
TOTAL ACTIF (I à VI)		356 051	17 231	338 819	324 159
(1) dont droit au bail					
(2) dont à moins d'un an					
(3) dont à plus d'un an					
ENGAGEMENTS RECUS					
Legs nets à réaliser : - acceptés par les organes statutairement compétents - autorisés par l'organisme de tutelle					
Dons en nature restant à vendre					

Bilan Passif

Etat exprimé en euros

31/12/2023

31/12/2022

Fonds associatifs	Fonds propres		
	Fonds associatifs sans droit de reprise	22 149	22 149
	<i>Dont legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés, subventions d'investissements affectées à des biens renouvelables</i>		
	Ecarts de réévaluation		
	Réserves		
	Report à nouveau	129 034	125 782
	Résultat de l'exercice	(2 547)	3 251
	Total des fonds propres	148 635	151 183
	Autres fonds associatifs		
	Fonds associatifs avec droit de reprise		
	- Apports		
	- Legs et donations		
	- Subventions d'investissements affectées à des biens renouvelables		
	Résultats sous contrôle de tiers financeurs		
	Droits des propriétaires		
	Ecarts de réévaluation		
	Subventions d'investissement sur biens non renouvelables		
	Provisions réglementées		
	Total des autres fonds associatifs		
	Total des fonds associatifs	148 635	151 183
Provisions	Provisions pour risques	16 645	15 998
	Provisions pour charges		
	Total des provisions	16 645	15 998
Fonds dédiés	Sur subventions de fonctionnement	108 424	110 890
	Sur dons manuels affectés		
	Sur legs et donations affectés		
	Total des fonds dédiés	108 424	110 890
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)		4
	Emprunts et dettes financières divers		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	10 812	15 038
	Dettes fiscales et sociales	37 008	28 146
	DETTES DIVERSES		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	13 129	2 901
	Produits constatés d'avance	4 167	
	Total des dettes	65 115	46 089
	Ecarts de conversion passif		
	TOTAL PASSIF	338 819	324 159
	Résultat de l'exercice exprimé en centimes	(2 547,39)	3 251,41
	(1) Dont à moins d'un an	65 115	46 089
	(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP		4
	ENGAGEMENTS DONNES		

Compte de Résultat 1/2

Etat exprimé en euros

31/12/2023

31/12/2022

		12 mois	12 mois
PRODUITS DE FONCTIONNEMENT	Ventes de marchandises	.	
	Production vendue (Biens)		
	Production vendue (Services et Travaux)	87 901	76 951
	Montant net du chiffre d'affaires	87 901	76 951
	Productions stockée		
	Production immobilisée		
	Subventions d'exploitation	243 695	230 732
	Dons	590	530
	Cotisations	3 835	4 875
	Legs et donations		
	Produits liés à des financements réglementaires	9	6
	Reprises sur provisions et amortissements, transfert de charges	15 998	15 132
	Autres produits		
	Total des produits de fonctionnement	352 028	328 226
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	Achats de marchandises		
	Variation de stock		
	Achats de matières et autres approvisionnements		
	Variation de stock		
	Autres achats et charges externes	133 593	116 715
	Impôts, taxes et versements assimilés	2 924	2 441
	Salaires et traitements	159 081	150 867
	Charges sociales	42 935	40 724
	Subventions accordées par l'association		
	Dotation aux amortissements et dépréciations	2 576	2 377
	Dotation aux provisions	16 645	15 998
	Autres charges	1 770	1 797
	Total des charges de fonctionnement	359 524	330 919
	RESULTAT DE FONCTIONNEMENT COURANT	(7 496)	(2 692)

Compte de Résultat 2/2

Etat exprimé en euros

31/12/2023

31/12/2022

RESULTAT DE FONCTIONNEMENT COURANT		(7 496)	(2 692)
Opéra. comm.	Excédent attribué ou insuffisance transférée		
	Insuffisance supportée ou excédent transféré		
PRODUITS FINANCIERS	De participations		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés	2 483	1 236
	Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges		
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des produits financiers		2 483	1 236
CHARGES FINANCIERES	Dotations aux amortissements et aux dépréciations		
	Intérêts et charges assimilées		
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des charges financières			
RESULTAT FINANCIER		2 483	1 236
RESULTAT COURANT		(5 013)	(1 456)
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion		
	Sur opérations en capital		630
	Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges		
	Total des produits exceptionnels		630
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion		
	Sur opérations en capital		
	Dotations aux amortissements et aux dépréciations		
Total des charges exceptionnelles			
RESULTAT EXCEPTIONNEL			630
PARTICIPATION DES SALAIRES			
IMPOTS SUR LES BENEFICES			
(+) Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs		110 890	114 967
(-) Engagements à réaliser sur ressources affectées		108 424	110 890
TOTAL DES PRODUITS		465 401	445 060
TOTAL DES CHARGES		467 948	441 808
EXCEDENT ou DEFICIT		(2 547)	3 251
EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		PRODUITS	CHARGES
Bénévolat			
Prestations en nature			
Dons en nature			
Secours en nature			
Mise à disposition gratuite de biens			
Prestations			
Personnel bénévole			

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Le bilan de l'exercice présente un total de 338 819 euros.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total **produits** de 465 401 euros et un total **charges** de 467 948 euros, dégageant ainsi un **résultat** de -2 547 euros.

L'exercice considéré débute le 01/01/2023 et finit le 31/12/2023.
Il a une durée de 12 mois.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation.
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

auditem
commissaire aux comptes

Aucun changement dans les méthodes d'évaluation et dans les méthodes de présentation n'a été apporté.

Les principales méthodes utilisées sont :

Immobilisations

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Stocks et en cours

Les matières et marchandises ont été évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

Les produits en cours de production ont été évalués à leur coût de production.

Une provision pour dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est effectuée lorsque cette valeur brute est supérieure.

Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Achats

Les frais accessoires d'achat payés à des tiers n'ont pas été incorporés dans les comptes d'achat, mais ont été comptabilisés dans les différents comptes de charge correspondant à leur nature.

Immobilisations

Etat exprimé en euros

Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2023
	Augmentations		Diminutions		
	Réévaluations	Acquisitions	Virt p.à p.	Cessions	

INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement					
	Autres					
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES					

CORPORELLES	Terrains					
	Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal. agencet aménagement					
	Instal technique, matériel outillage industriels					
	Instal., agencement, aménagement divers	1 949				1 949
	Matériel de transport	4 668				
	Matériel de bureau, mobilier	3 516	3 516			18 179
	Emballages récupérables et divers				3 516	
	Immobilisations corporelles en cours					
	Avances et acomptes		2 629			2 629
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	20 129	6 145		3 516	22 757

FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence					
	Autres participations					
	Autres titres immobilisés					
	Prêts et autres immobilisations financières					
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES					

TOTAL	20 129	6 145		3 516	22 757
--------------	---------------	--------------	--	--------------	---------------

Amortissements

Etat exprimé en euros		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2023
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement				
	Fonds commercial				
	Autres immobilisations incorporelles				
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
CORPORELLES	Terrains				
	Constructions sur sol propre				
	sur sol d'autrui				
	instal. agencement aménagement				
	Instal technique, matériel outillage industriels				
	Autres Instal., agencement, aménagement divers	1 949			1 949
	Matériel de transport				
	Matériel de bureau, mobilier	11 958	3 324		15 282
Emballages récupérables et divers	749		749		
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES		14 656	3 324	749	17 231
TOTAL		14 656	3 324	749	17 231

Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires

	Dotations			Reprises			Mouvement net des amortisse- ment à la fin de l'exercice
	Différentiel de durée et autr	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée et autr	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	
Frais d'établissement et de développement							
Fonds commercial							
Autres immobilisations incorporelles							
TOTAL IMMOB INCORPORELLES							
Terrains							
Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal, agencement, aménag.							
Instal. technique matériel outillage industriels							
Instal générales Agenct aménagt divers							
Matériel de transport							
Matériel de bureau, informatique, mobilier							
Emballages récupérables, divers							
TOTAL IMMOB CORPORELLES							
Frais d'acquisition de titres de participation							
TOTAL							
TOTAL GENERAL NON VENTILE							

Provisions

Etat exprimé en euros

		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2023
PROVISIONS REGLEMENTEES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres				
	PROVISIONS REGLEMENTEES				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges				
	Pour garanties données aux clients				
	Pour pertes sur marchés à terme				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires				
	Pour impôts				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
	Autres				
	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	15 998	16 645	15 998	16 645
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations { incorporelles corporelles des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières				
	Sur stocks et en-cours				
	Sur comptes clients				
	Autres				
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION				
TOTAL GENERAL		15 998	16 645	15 998	16 645

Dont dotations
et reprises

- d'exploitation
- financières
- exceptionnelles

16 645

15 998

Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.

Produits à recevoir

Etat exprimé en euros

31/12/2023

Total des Produits à recevoir		43 574
Autres créances		43 574
<i>ETATS-SUBVENTION A RECEVOIR</i>	<i>14 214</i>	
<i>SUBVENTIONS REGION A RECEVOIR</i>	<i>22 500</i>	
<i>SUBVENTION CD A RECEVOIR</i>	<i>6 860</i>	

Charges à payer

Etat exprimé en euros

31/12/2023

Total des Charges à payer		32 780
Dettes fiscales et sociales		19 651
<i>PROVISION CONGES PAYES</i>	<i>14 898</i>	
<i>CHARGES/PROVISION CONGES PAYES</i>	<i>4 753</i>	
Autres dettes		13 129
<i>CHARGES A PAYER</i>	<i>13 129</i>	

Charges et Produits constatés d'avance

Etat exprimé en euros

31/12/2023

Charges

Produits

Charges et Produits d'EXPLOITATION	9 675	112 591
Charges et Produits FINANCIERS		
Charges et Produits EXCEPTIONNELS		
TOTAL	9 675	112 591


commissaire aux comptes

Produits et Charges exceptionnels

Etat exprimé en euros		31/12/2023
Total des produits exceptionnels		
Total des charges exceptionnelles		
Résultat exceptionnel		

Tableau de suivi des fonds associatifs

Libellé	Solde au début de l'exercice A	Augmentations B	Diminutions C	Solde à la fin de l'exercice D = A + B - C
Fonds associatifs sans droit de reprise				
- Patrimoine intégré				
- Fonds statutaires				
- Subventions d'investissement non renouvelables	22 149			22 149
- Apports sans droit de reprise				
- Legs et donations avec contrepartie d'actif immobilisés				
- Subventions d'investissement affectées à des biens renouvelables				
Ecarts de réévaluation sur des biens sans droit de reprise				
Réserves statutaires ou contractuelles				
Réserves réglementées				
Autres réserves				
Report à nouveau	125 782	3 251		129 034
Résultat de l'exercice	3 251		5 799	(2 547)
Fonds associatifs avec droit de reprise				
- Apports				
- Legs et donations				
- Subventions d'investissement sur biens renouvelables				
Résultats sous contrôle des tiers financeurs				
Droits des propriétaires (Commodat)				
Ecarts de réévaluation sur des biens avec droit de reprise				
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables				
Provisions réglementées				
TOTAL	151 183	3 251	5 799	148 635

COMITE DEPARTEMENTAL OLYMPIQUE ET SPORTIF
DE L' AISNE

Siège social: 3 Rue William Henry Waddington
BP 44
02003 LAON CEDEX

RAPPORT DU COMMISSAIRE
AUX COMPTES SUR LES
CONVENTIONS REGLEMENTEES

COMPTES ANNUELS
EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2023



Bat A4 Allée Santos Dumont
51100 Reims



1 Bd, Charles Ballot
10000 Troyes



Reims +33 (0)3 26 47 44 55
Troyes +33 (0)3 25 81 42 72



e.moreau@cabinet-egelle.fr
pjo.egelle@cabinet-egelle.fr

Monsieur le Président,
Mesdames, Messieurs,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre Association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

CONVENTIONS CONCLUES AU COURS DE L'EXERCICE

En application de l'article R. 612-7 du code de commerce, nous avons été avisé(s) des conventions suivantes, mentionnées à l'article L. 612-5 du code de commerce, qui ont été passées au cours de l'exercice écoulé :

I – Administrateurs en commun avec Comité Départemental d'Athlétisme:

Mr Corentin CORNETTE

Objet : prestations

Le Comité Départemental Olympique et Sportif a facturé 130 € au titre de l'adhésion pour l'année 2023.

II – Administrateurs en commun avec Comité Départemental de Tir :

Mme Catherine FAUCILLON

Objet : prestations

Le Comité Départemental Olympique et Sportif a facturé 130 € au titre de l'adhésion pour l'année 2023.

III – Administrateurs en commun avec Comité Départemental de Randonnée Pédestre :

Mr Jean-Pierre FONTAINE

Objet : prestations

Le Comité Départemental Olympique et Sportif a facturé 65 € au titre de l'adhésion pour l'année 2023.

IV – Administrateurs en commun avec Comité Départemental Natation :

Mme Véronique GIBOT

Objet : prestations

Le Comité Départemental Olympique et Sportif a facturé 130 € au titre de l'adhésion pour l'année 2023.

V – Administrateurs en commun avec Comité Départemental Rugby :

Mr Raphaël JOSSEAUX

Objet : prestations

Le Comité Départemental Olympique et Sportif a facturé 130 € au titre de l'adhésion pour l'année 2023.

VI – Administrateurs en commun avec Comité Départemental de Tir à l'Arc :

Mme Maryline MERCIER

Objet : prestations

Le Comité Départemental Olympique et Sportif a facturé 130 € au titre de l'adhésion pour l'année 2023.

VII - Administrateurs en commun avec le Comité Départemental UFOLEP :

Mr Pascal RAULT

Objet : frais généraux

Le comité départemental UFOLEP a facturé au Comité Départemental Olympique et Sportif dans l'année 2023 la somme de 11 365.90 € concernant l'intervention Inclusion sociale APS – SNU - JO, 1 033 € concernant la Formation PSC1.

Objet : prestations

Le Comité Départemental Olympique et Sportif a facturé au comité départemental UFOLEP dans l'année 2023 :

- 130 € au titre de l'adhésion au Comité Départemental Olympique et Sportif,
- 5 015 € concernant la prestation de Gestion Administrative de l'emploi.

Reims, le 13 mai 2024



E. MOREAU